

WADAD HALWANI

POUR QU'ON N'OUBLIE PAS
D'ENTENDRE LA VOIX DES DISPARUS

"Ça fait 24 ans que je n'ai pas pleuré, tant je me suis retenue." Depuis le 24 septembre 1982, jour de l'enlèvement d'Adnan, Wadad Halwani n'a plus jamais eu le temps de verser une larme, accaparée par son combat pour la vérité sur le sort de son époux.

Dans l'appartement qu'elle habite avec l'un de ses deux fils, des cartons remplis de livres sont empilés en vue d'un déménagement. Assise dans son salon meublé avec simplicité, Wadad Halwani se remémore cette journée qui a bouleversé le cours de sa vie. "L'armée libanaise était dans la rue et prenait peu à peu le contrôle à la place des milices. De notre balcon, j'ai vu un drapeau libanais. Ça faisait longtemps ! À l'heure du déjeuner, deux hommes armés, disant appartenir aux services de sécurité, se présentent chez nous et demandent à Adnan de les suivre pour un interrogatoire..." Adnan ne reviendra jamais. Il avait 35 ans, Wadad, 31.

Les trois mois précédents, marqués par l'effroyable siège de Beyrouth par l'armée israélienne, Adnan Halwani, militant au sein d'un parti d'obédience communiste, s'était démené pour assurer à la population civile les biens de première nécessité. Paradoxe et coïncidence tragique : c'est le jour où la légalité semblait reprendre ses droits qu'il a été enlevé par des hommes se réclamant de cette même légalité.

FEMME DE TÊTE, CHEF DE FILE

Vint alors le temps des mensonges pour dissimuler la vérité à ses fils de 3 et 6 ans, très vite incrédules. Obligée de se rendre à l'évidence, Wadad Halwani lance, depuis une station de radio, un appel aux familles ayant vécu la même tragédie, leur donnant rendez-vous afin de plaider leur cause auprès des autorités. "Je m'attendais à voir deux ou trois personnes tout au plus. Mais c'est

par centaines que des femmes ont répondu à mon appel", raconte-t-elle encore émue. Très vite, elle se retrouve à la tête du mouvement. "Je ne l'ai pas choisi, ça s'est imposé à moi."

"Pendant les années de guerre, mon mouvement – qui deviendra le Comité des parents des personnes enlevées ou disparues au Liban – était le seul à rassembler des gens de toutes confessions et de toutes origines", souligne Wadad Halwani avec fierté. Régulièrement confrontées à l'armée qui les empêche de manifester ou de se rendre chez tel ou tel responsable politique, les femmes du comité font preuve d'une pugnacité qui la surprend encore aujourd'hui. "À travers ce combat, les femmes me sont apparues plus fortes, plus responsables, plus patientes... et peut-être aussi plus sincères", confie-t-elle.

Aujourd'hui, Wadad Halwani consacre tout son temps à la cause des disparus. Tout juste libérée de son emploi dans un ministère, elle enchaîne les réunions pour le comité aux quatre coins du pays. "Je n'ai pas une minute à moi ; et si les femmes que je côtoie me donnent la force de poursuivre mon combat, je me sens toujours seule." Une solitude que le désintérêt des gouvernements successifs à la cause des disparus ne fait que renforcer. Elle se désole en effet que la question des disparus (17 000 selon les statistiques) soit en permanence politisée et qu'aucun parti n'ait encore inscrit cette question à son programme. Pour Wadad Halwani, le sort de ceux qui ne sont pas revenus ne concerne pas que leurs familles mais toute la société libanaise. "Notre combat est un combat pour la paix", assure-t-elle, convaincue que la réconciliation nationale ne doit pas être le monopole des leaders politiques mais le fait de leurs victimes et, au bout du compte, de tous les citoyens libanais. "Je suis fatiguée, déçue, conclut-elle. Mais je n'ai pas le droit de baisser les bras. Pas seulement pour Adnan, mais pour les milliers d'hommes dont nous sommes toujours sans nouvelles."

Emmanuel Villin